

Note conceptuelle pour une session thématique sur

Le financement

V^e Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants, Durban, en Afrique du Sud

Mercredi 18 mai 2022, 14:45 - 16:30

Contexte

Les recherches de l'OIT ont montré que chaque dollar investi dans l'élimination du travail des enfants rapporte près de sept dollars. Malgré cette opportunité, d'importants déficits de financement subsistent dans la lutte contre le travail des enfants. On estime que le coût initial de l'élimination du travail des enfants est de l'ordre de 760 milliards. Il s'agit d'un investissement générationnel, mais qui rapporte des dividendes élevés.

Le Programme d'action d'Addis-Abeba (PAAA) a lancé un appel urgent à l'alignement des flux financiers sur les Objectifs de développement durable et est très pertinent pour l'élimination du travail des enfants. Il réaffirme que les pays sont les premiers responsables de leur développement économique et social. Cependant, le secteur privé et les organisations philanthropiques jouent également un rôle important dans le financement de l'élimination du travail des enfants, y compris dans les chaînes d'approvisionnement. L'alignement de ce financement sur les objectifs publics et les priorités nationales est essentiel à la durabilité de ces efforts, et des efforts accrus sont nécessaires pour assurer une coordination efficace.

La stagnation des progrès concernant le travail des enfants découle en partie des insuffisances liées au financement. Les États membres de l'OIT ont de plus en plus adopté des plans d'action nationaux sur le travail des enfants (PAN) comme principal instrument politique pour lutter contre le travail des enfants. Cependant, dans certains cas, ils ne disposent pas de ressources suffisantes. Généralement, ce sont les ministères du Travail qui dirigent l'élaboration des PAN et, dans certains cas, les PAN ne mobilisent pas efficacement les financements des autres ministères concernés, ce qui entraîne une fragmentation des efforts dans la lutte contre le travail des enfants. Pour réaliser leur potentiel en tant qu'outils politiques visant à accélérer l'élimination du travail des enfants, les PAN doivent mobiliser les réponses de l'ensemble du gouvernement et s'engager avec les initiatives du secteur privé et de la société civile pour garantir la cohérence et la



coordination. Les acteurs non étatiques, quant à eux, doivent chercher de manière proactive à s'engager avec les gouvernements et les partenaires sociaux dans la conception et la mise en œuvre de leurs initiatives sur le travail des enfants et le travail forcé.

Le programme d'action souligne également que le financement du développement ne se limite pas aux flux financiers, mais dépend également des politiques publiques de renforcement des environnements favorables nationaux et internationaux. À cet égard, le commerce international peut jouer un rôle essentiel, en permettant les investissements, en ouvrant l'accès aux marchés mondiaux tout en stipulant le respect du droit des enfants à ne pas travailler et la protection des autres droits fondamentaux du travail.

L'aide publique au développement (APD) reste cruciale en tant que source de financement catalytique, notamment pour les pays les moins développés. Cependant, ces dernières années, l'APD allouée à la cible 8.7 des ODD a chuté. Une analyse antérieure des flux d'APD destinés à la cible 8.7 des ODD a révélé une fragmentation, une volatilité importante des engagements d'APD et une dispersion géographique croissante. En outre, les pays qui ont reçu les montants les plus élevés d'APD ne figuraient pas tous en bonne place sur la liste de l'incidence estimée du travail des enfants, du travail forcé, de la traite des êtres humains et de l'esclavage moderne.

Questions à traiter

Lors de ce panel thématique, il s'agira d'explorer la manière de mobiliser les ressources financières pour réaliser l'investissement générationnel requis. Les intervenants aborderont des sujets tels que la sécurisation des ressources publiques nationales, y compris la manière de tirer parti des dépenses publiques dans des domaines tels que l'éducation et la protection sociale pour l'élimination du travail des enfants, la coopération internationale au développement, la viabilité de la dette, les entreprises et les finances privées nationales et internationales, le commerce international comme moteur de l'élimination du travail des enfants. Les panélistes discuteront de la question cruciale de savoir comment améliorer l'accès au crédit et aux autres services financiers dans les communautés touchées, en particulier chez les femmes.

L'objectif du panel est de discuter des mécanismes et du cadre nécessaires pour mobiliser un financement durable, et pour améliorer la coordination et renforcer les partenariats entre les gouvernements, les partenaires sociaux, les partenaires de développement, les institutions financières internationales et le secteur privé.



Plus précisément, le panel se penchera sur les questions suivantes:

- Quel est le rôle d'un plan d'action national bien élaboré et chiffré en termes de mobilisation et d'allocation de ressources alignées sur les priorités nationales?
- Comment les financements nationaux et internationaux peuvent-ils contribuer le plus efficacement possible à l'élimination du travail des enfants?
- Quel est le rôle des institutions financières internationales?
- Comment faire en sorte que l'APD puisse jouer son rôle de catalyseur?
- Quelles sont les possibilités d'assurer un meilleur alignement des efforts du secteur privé pour lutter contre le travail des enfants sur les plans et priorités nationaux?

